prendrait de cinq à sept ans. L'aéroport de Pitt Meadows (C.-B.) rentre dans la première catégorie (deux ans) et l'aéroport international d'Edmonton, dans la deuxième catégorie (sept ans). D'autre part, les aéroports internationaux de Toronto et de Montréal, ainsi que d'autres grands aéroports, subissent constamment des changements et des modifications pour faire face à l'accroissement sans précédent du nombre de passagers et du trafic-marchandises.

COMMÉMORATION DE LA BATAILLE
D'ANGLETERRE

Question n° 93—**M. McCleave:**

1. Y a-t-il eu des membres des Forces armées canadiennes qui ont participé aux cérémonies, défilés et services religieux qui ont commémoré la bataille d'Angleterre, et dans le cas de l'affirmative, dans quelles localités?

2. Les Forces armées canadiennes ont-elles déposé des couronnes de fleurs à l'occasion de ces services le dimanche de la bataille d'Angleterre?

3. A-t-on restreint ou interdit la participation des membres des Forces armées canadiennes aux cérémonies commémorant la bataille d'Angleterre, et dans le cas de l'affirmative, de quelle autorité cette décision émanait-elle?

L'hon. Léo Cadiieux (ministre de la Défense nationale): 1. Oui, et voici les détails: a) des cérémonies et des services religieux ont eu lieu aux SFC de Sydney, Moncton, Chibougamau, Lac St-Denis, Moisie, aux BFC de North Bay, d'Ottawa, aux SFC de Moosonee, Kapuskasing, Falconbridge, Toronto, à la BFC de Winnipeg, aux SFC de Gypsumville, Beau-séjour, Moose Jaw, Yorkton, Alsask, à la BFC de Penhold, aux SFC de Dana, Beaverlodge, aux SFC de Holberg, Kamloops, aux BFC de Comox, Victoria. b) des services religieux spéciaux ont eu lieu à la SFC de Gander, aux BFC de Greenwood, Summerside, Halifax, Shearwater, Cornwallis, Chatham, aux SFC de Val-d'Or, Mont-Apica, à la BFC de St-Hubert, aux SFC de La Macaza, Sioux Lookout, Armstrong, Senneterre, Ramore, aux BFC de Portage-la-Prairie, Cold Lake, à la SFC de Baldy Hughes, à la Division de l'École de la Flotte, Esquimalt, et à la 1^{re} Division aérienne en Europe. c) des cérémonies se sont déroulées à Saint-Jean (N.-B.), Bathurst, Chatham, aux BFC de Saint-Jean (Qué.), Goderich, Peterborough, Brandon, Edmonton.

2. Oui, à Moncton, Saint-Jean (N.-B.), Bathurst, Chatham, Ottawa, Kapuskasing, Peterborough, Toronto, Brandon, Gimli, Moose Jaw, et Edmonton.

3. Non.

LA «BANK OF WESTERN CANADA»

Question n° 125—**M. Paproski:**

1. Quelle est la situation actuelle de la *Bank of Western Canada*, à laquelle le Parlement a accordé une charte il y a plus de deux ans?

2. Cette banque est-elle en voie de liquidation et, dans l'affirmative, la charte a-t-elle été ou va-t-elle être cédée, et à quelle date?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):

1. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Bank of Western Canada, tenue le 14 septembre 1967, a décidé par vote de procéder à la liquidation de la banque. Une ordonnance de mise en liquidation a été rendue, conformément aux dispositions de la loi sur les liquidations, par la Cour du banc de la reine du Manitoba, le 30 octobre 1967 et l'étude Clarkson Company a été désignée comme liquidateur. Le 1^{er} février 1968, le liquidateur a versé un montant de \$13 par action aux actionnaires. Le 14 août 1968, le liquidateur a annoncé qu'il pensait être en mesure de faire un paiement final aux actionnaires en octobre 1968 et que le montant prévu serait de \$1.60 à \$1.75 par action.

2. Comme nous l'avons indiqué dans la réponse à la première question, la Bank of Western Canada est encore en liquidation. La loi sur les banques fait fonction de charte pour chacune des banques mentionnées dans l'Annexe A de la loi. Le nom de la banque reste inscrit à l'Annexe A tant qu'il n'a pas été rayé de la liste par une loi du Parlement. Si le capital de la banque a été retourné à ses actionnaires au cours de la liquidation, cette banque, en vertu de l'article 37 de la loi sur les banques, ne pourrait utiliser sa charte sans une autorisation expresse du gouvernement.

LES PROJETS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS
DANS LE CANTON SCARBOROUGH
(ONT.)

Question n° 128—**M. Brewin:**

1. Où en sont les projets de construction de logements sur la propriété d'environ mille acres, située à Malvern, dans le canton de Scarborough, que la société mixte fédérale-provinciale a acquise en 1953 pour y créer des logements?

2. A-t-on fait des projets précis quant à la mise en place de services, et à quelle date prévoit-on que les logements eux-mêmes seront construits et prêts à être habités?

3. Certaines de ces maisons seront-elles offertes par l'entremise de l'*Ontario Housing Corporation* ou d'autres organismes de logement populaire?

L'hon. Paul T. Hellyer (ministre des Transports): 1. A la suite d'une étude de rentabilité co-parrainée par les gouvernements fédéral et provincial en 1967, des experts-conseils furent chargés en mars 1968 de préparer un plan d'aménagement concernant les terrains à Malvern. A condition qu'un plan de lotissement puisse être enregistré d'ici le milieu de l'année 1969, il est probable que les travaux d'installation des services seront déjà en marche vers la fin de cette année-là.